

À la source de la démocratie libérale.

Par Christian Ruby. Le 15 February 2005

On ne peut contester au philosophe canadien Crawford Macpherson (1911-1987) la place qu'il a fini par occuper dans le travail d'interprétation fidèlement mené autour des sources philosophiques de la démocratie libérale. Rien n'interdit de penser d'ailleurs que ce travail doive à nouveau être diffusé. Voire qu'il doive être prolongé, dès lors qu'il est bien question de refuser de définir une option politique par les mots qu'elle emploie pour s'énoncer et qu'il importe de relier les mots et les situations sans se contenter de laisser croire que les uns reflètent les autres.

Mais on ne saurait non plus éviter de relever d'emblée des indices troublants d'un manque de débat autour de ses thèses, dans le contexte français tout du moins. Il suffit, en premier lieu de suivre une brève chronologie : publication de cet ouvrage : 1962 ; première traduction en langue française : 1971 ; publication en livre de poche : 2004. Voilà qui renvoie déjà à toute une histoire. Et cette dernière est redoublée par le fait que cet ouvrage est publié avant les querelles sociologiques des années 1980 portant sur l'individualisme contemporain, et republié après leur extinction. Voilà qui renvoie aussi à toute une histoire. Sans doute la même, un peu aveugle probablement, puisqu'on ne peut pas ne pas s'étonner de cette situation, et du fait que l'ouvrage n'a quasiment jamais été cité durant cette période.

Malgré toute la bonne volonté qu'on peut se donner pour éviter de lire cet ouvrage, il demeure incontournable à des titres divers, pour les chercheurs en sciences sociales. D'une part pour sa manière de réfuter la part des sciences sociales dominées par le positivisme. D'autre part, pour sa manière de traiter les études universitaires comme des armes du mouvement social, et ici les études portant sur l'individualisme comme des armes éthiques objectables aux conséquences de l'individualisme. En un mot, Macpherson aborde politiquement l'histoire des idées politiques. Au lieu de prendre les idées politiques pour ce qu'elles disent immédiatement, il cherche les intentions des auteurs dans le relevé des niveaux d'écriture qu'il revient au chercheur de délimiter.

Société libérale.

Certes, il s'agit bien d'un ouvrage de philosophie, et on pourrait se demander en quoi il peut intéresser les chercheurs en sciences sociales, dès lors que les démonstrations opérées demeurent internes au champ philosophique, s'agissant en particulier de Thomas Hobbes, des Niveleurs, et de John Locke. Or, il y a au moins deux points sur lesquels on doit mettre l'accent et qui justifient

cette lecture possible hors du champ philosophique. Tout d'abord, celui qui conduit à conclure, à propos de l'individualisme libéral, à son existence dans le *Léviathan*, alors que tant de sociologues laissent croire que la philosophie qui coïncide avec le libéralisme est celle de Locke. Pierre Manent le répète encore dans son *Histoire intellectuelle du libéralisme*¹. Ensuite, celui qui indique que l'individualisme peut être combattu, à l'encontre de tant de thèses qui font de ce rapport social une sorte de destin. En un mot, si Hobbes (et de nombreux interprètes) traite assez finement des rapports sociaux internes à une société libérale ou de marché, son commentateur prend la peine d'en historiciser la thèse.

À cela, on peut ajouter une autre raison de lire Macpherson, concernant le rapport que nous entretenons avec la société libérale. Hobbes, dont l'examen de la thèse occupe un quart de l'ouvrage, n'oublie jamais de signaler que si le libéralisme implique l'individualisme, et si ce dernier a pour caractéristique la guerre, le pillage, la rapine entre les membres de la société, le libéralisme ne peut les tolérer complètement car ces activités sont en contradiction formelle avec l'existence du marché.

Enfin, plus largement encore, Macpherson, reconstruisant dans cet ouvrage les modèles centraux de société dont il a besoin pour son développement, montre que le *Léviathan* décrit une société en gestation de son marché intérieur, faisant fond sur des individus capables de discerner les avantages de la paix civile. Pour que les hommes qui se sont trouvés placés depuis peu dans une société de marché soient capables de faire ce que leurs prédécesseurs n'ont pu accomplir, il suffit de leur montrer la logique de leur nouvelle situation. La théorie hobbsienne, par conséquent, ne correspond à rien d'autre qu'à une tentative faite pour persuader quelques-uns, en leur dévoilant la nature véritable des humains, d'agir autrement qu'ils ne l'on fait jusqu'ici, autrement dit qu'ils ne continuent de le faire que faute d'avoir pris conscience des exigences des sociétés de marché généralisé et des possibilités nouvelles qu'elles offrent aussi.

Individualisme possessif.

Mais qu'est-ce que cet individualisme dont nous parlons ainsi grâce à Macpherson ? Sur ce plan, l'auteur est non moins clair et pertinent. « Individualisme possessif » est le concept qui donne sa cohérence et son unité à la tradition libérale. Il est aussi le concept fondateur de la théorie moderne de la démocratie libérale. Qu'on le sache ou non, dans ce contexte, la liberté, le droit, l'obligation et la justice sont des institutions qui sont façonnées par la référence à la possession et à la propriété (dont on rappellera en marge de cet ouvrage, que beaucoup les confondent, alors que la « possession » est celle par chacun de son propre corps et la « propriété » celle des choses et du droit réel²).

En tout état de cause, l'individualisme est conçu comme l'affirmation d'une entité, l'individu : « Nous désignons ainsi la tendance à considérer que l'individu n'est nullement redevable à la société de sa propre personne ou de ses capacités, dont il est au contraire, par essence, le propriétaire exclusif » (p. 18). Et la liberté (« être libre c'est être propriétaire », et ne pas être libre c'est dépendre de la volonté d'autrui), de ce fait, est fondée sur l'affirmation d'une propriété : la propriété de sa personne et de ses capacités avant tout par l'individu lui-même (la possession citée ci-dessus, si décisive à l'heure où se joue la question du servage, voire de l'esclavage). L'individu est le propriétaire exclusif de ses facultés physiques et intellectuelles, dont il n'est nullement redevable à la société.

Cet individualisme a bien évidemment sapé la tradition chrétienne, puisqu'il fonde la théorie des droits et de l'obligation politique dans l'intérêt et la volonté des individus, et non sur la volonté d'une transcendance. Mais il va plus loin : il impose l'affirmation selon laquelle l'individu n'est conçu ni comme créature, ni comme être social, mais comme son propre résultat. Et, du coup, pour cet individualisme libéral, la société est par nature constituée d'un ensemble de rapports concurrentiels entre individus distincts qui trouvent en eux la loi de leur mouvement et ne sont soumis à aucune subordination naturelle.

Pour cet individualisme donc, la société se réduit à un ensemble d'individus libres et égaux, liés seulement entre eux par des rapports qu'ils instaurent. Et la société politique n'est qu'un artifice destiné à protéger la propriété.

Comment ne pas voir là que l'individualisme en question révèle le paradoxe constitutif de la société de marché elle-même ?

Les sources.

Pour étayer ce résultat, Macpherson déploie quatre démonstrations. La première concerne le *Léviathan* de Hobbes (et quelques éléments du *De Cive*), La deuxième contribue à cerner les Niveleurs, qui sont restés longtemps des inconnus en pays latins (notamment *l'Accord du peuple*, 1647). La troisième entreprend l'examen de la théorie de James Harrington portant sur l'État et l'égalité et la quatrième reprend l'exploration de la philosophie de Locke, souvent trop valorisée, à l'encontre de celle de Hobbes.

Contentons-nous de résumer la vision que Macpherson donne de Hobbes, laissant au lecteur le soin d'approfondir les trois autres parties de l'ouvrage. Les deux titres pour lesquels son œuvre mérite attention, précise Macpherson, sont les suivants : il a ouvert de nouvelles voies à la théorie politique, et il a saisi la nature de la société moderne (l'instauration en Angleterre d'un marché généralisé et d'un droit à la propriété individuelle).

Le matérialisme mécaniste de Hobbes, appuyé sur une mentalité galiléenne (dans la théorie politique, les formules et la démarche de Hobbes représentent un saut aussi radical que, dans les sciences de la nature, la formulation par Galilée de la loi du mouvement uniforme³) fait entièrement partie de son système de déduction. La théorie de la nature humaine sert alors de fondement à la théorie de l'obligation politique. Non sans reposer sur le postulat d'un certain type de société : la société est par nature constituée d'un ensemble de rapports concurrentiels entre individus distincts qui trouvent en eux la loi de leur mouvement et ne sont soumis à aucune subordination naturelle.

Sur cette base, Macpherson reconstruit l'ensemble de la théorie politique du *Léviathan*. Il reconstruit notamment ce lieu commun qu'est l'« état de nature », en montrant à nouveau publiquement ce qui ne devrait jamais échapper aux commentateurs : que cet état de nature n'est pas un état historique et antérieur de l'humanité (un état historiquement antérieur à la société humaine), mais une condition naturelle de l'humanité, c'est-à-dire la description de l'ensemble des dispositions intérieures actuelles et actives en tout être humain. Cet état de nature — la condition sous laquelle vivent les hommes lorsqu'il n'y a pas de lois — est un état de guerre. Prenez les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, ôtez-leur toute crainte de voir leurs actions entraîner des conséquences néfastes pour eux (prison, punition, etc.), et ils engendreront immédiatement un état

de guerre ! Ici évidemment, « naturel » n'est pas l'antonyme de « social ».

La suite est bien connue. Devant la crainte de la mort, les hommes calculent leur intérêt. Mieux vaut certainement survivre au moindre coût (coups ?), c'est-à-dire vivre sans guerre, jalousie et compétition. Pour réaliser ce projet, nul autre moyen que de se mettre d'accord (chacun avec soi-même et chacun avec les autres) et de réaliser la paix. Encore celle-ci ne saurait advenir si une tierce personne n'est pas placée en posture de gouverner les autres, en étant seule à pouvoir exercer la force, en particulier à l'encontre des guerres entre individus. À sa charge, ce pouvoir a la mission de multiplier les objets de satisfaction des désirs afin d'éviter la jalousie et les conflits autour de la rareté des objets et d'imposer à chacun de restreindre ses désirs. C'est là la naissance de l'État-*Léviathan*.

Il n'y a rien à ajouter à tout ceci, sinon que cet ouvrage de Macpherson est incontournable. Macpherson nous aide à identifier les postulats d'ordre social commun aux théories politiques les plus importantes du 17^e siècle. Il nous propose même pour finir une série de propositions constitutives à la fois des fondements de la démocratie libérale et des problèmes de cette démocratie de nos jours.

Résumons ces propositions pour clore ce compte rendu.

- Proposition 1 : L'homme ne possède la qualité d'homme que s'il est libre et indépendant de la volonté d'autrui.
- Proposition 2 : Cette indépendance et cette liberté signifient que l'homme est libre de n'entretenir avec autrui d'autres rapports que ceux qu'il établit de son plein gré et dans son intérêt personnel.
- Proposition 3 : L'individu n'est absolument pas redevable à la société de sa personne ou de ses facultés, dont il est par essence le propriétaire exclusif.
- Proposition 4 : L'individu n'a pas le droit d'aliéner totalement sa personne, qui lui appartient en propre, mais il a le droit d'aliéner sa force de travail.
- Proposition 5 : La société humaine consiste en une série de rapports de marché.
- Proposition 6 : Puisque l'homme ne possède la qualité d'homme que s'il est libre et indépendant de la volonté d'autrui, la liberté de chaque individu ne peut être légitimement limitée que par les obligations et les règles nécessaires pour assurer à tous la même liberté et la même indépendance.
- Proposition 7 : La société politique est d'institution humaine : c'est un moyen destiné à protéger les droits de l'individu sur sa personne et sur ses biens, et à faire régner l'ordre dans les rapports d'échange que les individus entretiennent en tant que propriétaires de leur propre personne.

Crawford B. Macpherson, *La théorie politique de l'individualisme possessif, De Hobbes à Locke*, Paris, Gallimard, Folio, 2004.

Bibliographie

Deux éditions du *Léviathan* de Hobbes sont accessibles en langue française : celle des Éditions Vrin et celle des Éditions Gallimard, collection Folio.

Le lecteur intéressé par cette source pourra ensuite confronter le commentaire de Macpherson à ceux de :

Marie-Laure Angoulvent, *Hobbes ou la crise de l'État baroque*, Paris, PUF, 1992.

Isaiah Berlin, « Hobbes, Locke and professor Macpherson », *Political Quarterly* 35, 1964.

Reinhart Koselleck, « Begriffsgeschichte et histoire sociale », in *Le Futur passé*, Paris, EHESS, 1990.

Léo Strauss, *La philosophie politique de Hobbes*, 1936, Paris, Belin, 1991.

Charles Taylor, *Les Sources du moi*, Paris, Seuil, 1998.

Yves Charles Zarka, *Hobbes et la pensée politique moderne*, Paris, PUF, 1995.

Note

¹ Paris, Calmann-Lévy, 1987.

² Il convient toutefois de rappeler ce que recouvre exactement chaque terme. La possession s'étend jusqu'au problème de la conscience, de la liberté civile et religieuse : « ce qui fait que je suis moi, c'est que je suis propriétaire de ce moi, autrement, n'ayant pas de moi, je ne serais pas moi ». La propriété et le droit réel s'exposent ainsi en vertu du latin : « res », la chose, et donc s'étend à un large éventail de biens possédés : le « mien » et le « tien ».

³ cf. p. 134-5 et 138-9.

Article mis en ligne le Tuesday 15 February 2005 à 00:00 –

Pour faire référence à cet article :

Christian Ruby, "À la source de la démocratie libérale.", *EspacesTemps.net*, Publications, 15.02.2005
<https://www.espacestems.net/en/articles/la-source-de-la-democratie-liberale-en/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited.
Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.